

4

# Var

**Social.** La Fondation Abbé Pierre a rendu compte de son rapport annuel sur l'état du mal-logement, en apportant un éclairage sur la Var qui laisse apparaître des tendances nouvelles.

## Le logement connaît toujours la crise

« Le constat est à peu près le même, voire pire, que l'année précédente. On se demande jusqu'où on ira ».

Fathi Bouaroua, directeur régional de la Fondation Abbé Pierre (régions PACA et Languedoc), résume en ces termes une situation manifeste. La crise du logement ne connaît pas d'amélioration.

Le rapport 2009 sur l'état du mal-logement en France, livré par la fondation, et présenté la semaine dernière dans les locaux de la communauté Emmaüs de La Seyne, rend ainsi compte d'une tendance à la précarisation. La déclinaison varoise ne fait que le confirmer et même l'accentuer, chiffres à l'appui.

Plus de 80.000 ménages du département vivent en dessous du seuil de pauvreté ; près de 160.000 ont un revenu inférieur à 60% du plafond HLM.

Ils sont donc nombreux à pouvoir prétendre au logement social. Sauf que, avec seulement 8,4% de logements sociaux, le décalage entre l'offre et la demande est marquant.

« Le mécanisme de la loi SRU (imposant un quota de 20% de logements sociaux aux villes de plus de 3500 habitants, ndlr) est ici difficile à mettre en place. Les villes cherchent toutes à s'en exonérer en proposant du logement intermédiaire », souligne Fathi Bouaroua. Une tendance prononcée dans le Sud de la France, et davantage dans notre département.

Problème d'acquisition de terrains ? Non. « C'est une question de volonté politique. Sinon pourquoi assistons-nous à une explosion immobilière ? Le privé arrive bien à trouver du foncier, lui ». Le directeur régional constate en outre qu'il semble d'ailleurs plus facile de financer du logement pour « classe moyenne ». « On fait dès lors un choix de po-



« Sur la question de l'insalubrité, on peut considérer que ce sont plus de 10.000 logements qui ont besoin d'un traitement sérieux », souligne Fathi Bouaroua, directeur régional de la fondation l'Abbé-Pierre.

pulation en se tournant vers les plus riches des plus pauvres ».

#### Locatif privé : une solution coûteuse

Faute d'offres HLM, nombre de foyers modestes se rabattent sur l'offre locative privée.

C'est cependant onéreux. « En moyenne le prix du mètre carré est de 11,4 euros, tous loyers confondus. Il y a des secteurs géographiques où il est plus élevé : à Fréjus, il est de 13 euros », indique Fathi Bouaroua.

Aussi, le budget des ménages s'en

trouve-t-il considérablement affecté. En 2006, 21.794 locataires y consacraient plus de 40% de leurs revenus. Un taux particulièrement élevé pour la région. La Fondation Abbé Pierre observe en conséquence une forte augmentation des ménages qui n'arrivent plus à payer leur loyer.

Quant à la question du logement insalubre, « on peut considérer que ce sont plus de 10.000 logements qui ont besoin d'un traitement sérieux. Les services de l'Etat disent eux-mêmes qu'il faudrait traiter 5.000 logements », relève encore

Fathi Bouaroua. Les recours au droit au logement opposable ont d'ailleurs davantage permis de repérer les logements indignes.

#### Précarisation des personnes âgées : une tendance forte nouvelle

Le rapport de la fondation met également en exergue un phénomène émergeant, qui n'apparaît pas encore dans les statistiques de l'INSEE : la précarisation de plus en plus prégnante des personnes âgées. « Une situation qui va se dégrader en raison du nouveau mode de calcul des retraites,

et l'arrivée de nouveaux retraités qui ont traversé des périodes de chômage... ». Un constat reposant sur plusieurs observations : « L'augmentation des viagers occupés est significative. La baisse du nombre de propriétaires à la retraite et le nombre de personnes âgées demandant à accéder aux logements HLM sont aussi des indicateurs qui nous fait dire : "attention danger". Tout ça commence à donner une tendance forte qui risque de s'accentuer ».

NIRINA THOREAU



► **Fathi Bouaroua (Fondation Abbé Pierre) :** « Il faut changer de posture : les gens ont un droit au logement en tant que citoyens, et pas en tant que demandeurs sociaux ».

**21 794**

locataires varois consacraient en 2006 plus de 40% de leurs revenus pour s'acquitter du paiement de leur loyer. Une proportion supérieure aux taux régional et national. Il s'agit du troisième taux d'effort le plus élevé sur l'ensemble des départements de France Métropolitaine.

**1027**

logements sociaux ont été financés en 2008 dans le Var. « Il y a un vrai décalage dans les constructions sachant que l'on est nettement en deçà des objectifs fixés pour le département », indique Fathi Bouaroua.

**Gens du voyage : pas de réponse**

Toujours hostile à accueillir les gens du voyage, les communes du département ne cherchent pas à apporter des réponses à la problématique d'hébergement. Dans le Var, seuls 2% des objectifs fixés ont été réalisés. Ce qui représente 8 places en aires d'accueil sur 440 prévues.